



L'économie solidaire vise à faire émerger une société plus juste, respectueuse des ressources et de la nature et fondamentalement démocratique et coopérative. Pour ce faire, des citoyens développent des activités économiques et portent ainsi des innovations sociales humanistes ancrées dans les territoires.

Le bureau et le collectif de l'APES représentés par 12 structures ou têtes de réseaux de l'Economie Solidaire en HDF réunis le 17 Janvier 2025

Site Internet :
Accueil - APES Hauts-de-France

Le point de vue Des acteurs pour une économie solidaire HAUTS-DE-FRANCE

EN BREF.

L'APES (Acteurs pour une Economie Solidaire) souhaite faire quelques remarques concernant le projet d'EPR2 à Gravelines.

En effet, l'APES a dans son ADN d'animer la coopération dans les territoires des Hauts de France.

Et les sujets qui préoccupent les acteurs de l'ES sont les nôtres.

Le renforcement du pôle industriel de Dunkerque fait partie de ces sujets.



Le projet d'EPR s'inscrit dans un continuum d'extensions industrielles (Batteries Valley, extension du port de Dunkerque...) qui impacte non seulement le Dunkerquois, mais tous les territoires du Nord Pas de Calais, voire des Hauts de France.

La 1ère répercussion tangible actuelle pour ces territoires est le risque accentué d'inondations en amont, lié à la gestion des eaux fluviales : rétention des eaux au sud-est et inondations (Audomarois) pour protéger le Dunkerquois, qui, rappelons-le, est déjà le siège de 14 établissements classés « SEVESO seuils hauts ».

Mais, le Dunkerquois est aussi sensible, au nord-ouest (Mer du Nord), aux risques de submersion marine, tout comme l'ensemble du littoral allant des Pays-Bas au Marquenterre... voire plus.

Dans un contexte de montée globale des eaux, la réalisation d'une industrie à risques comme le nucléaire est-elle de mise ? (même si la hauteur de construction à 11m est prévue)

Il est bien-sûr irresponsable de se couper de moyens de production électrique, dans une société où les besoins semblent exponentiels.

Néanmoins, le nucléaire n'est pas l'énergie « verte et circulaire » dont nous rêvons et nous mettons en place des énergies alternatives, non centralisées, autonomes, accessibles aux populations, avec des seuils de pollutions bien moindres : Solaire en Nord, EnergEthic, Enercoop, Virage énergie... en sont les acteurs principaux.

Les pouvoirs publics ont un double rôle à jouer pour limiter le recours au tout électrique et pour permettre à ces énergies renouvelables de répondre aux besoins réels.

Enfin, et sans vouloir être exhaustif, le traitement des déchets nucléaires radioactifs restent un point non résolu et inquiétant, puisqu'après un recyclage, ils vont se trouver enfouis pour des millénaires... dans des zones peu peuplées (Bure par ex)...

CONCLUSION

Voici les pistes que nous évoquent nos pratiques et sur lesquelles il y aurait lieu d'investir :

→ **Economiser les énergies, y compris avec le net,**

→ **Mettre les moyens pour diversifier et développer d'autres sources d'énergies (bois, eau, biomasse, hydrogène, solaire, éolien...) plutôt que miser sur des projets dont le coût exact à terme n'est pas connu ! (et l'antériorité de Flamanville ne rassure pas).**

→ **Décentraliser le secteur énergétique, et y adjoindre la participation citoyenne et associative, politique...**

→ **Garder la main sur l'énergie et avoir un pouvoir de contrôle...**

LA CNDP

—

